

Referendum: Modification du 18 juin 2021 de la loi fédérale sur les droits de timbre > *votation fédérale 13.2.2022*

Fribourg, 11.1.22, Jean-Pierre Siggén

Liberté. Solidarité.
Responsabilité.



Histoire

- Droit de timbre de la compétence de la Confédération depuis 1917.
- Logique de l'impôt, introduit pour faire **face à la crise après la Première guerre mondiale.**
- **Situation d'urgence qui n'est plus de mise actuellement**

Geschichte der Stempelabgaben

- Stempelsteuer seit 1917 Bundeskompetenz
- zur Bewältigung der Krise nach dem Ersten Weltkrieg eingeführt
- Notsituation heute nicht mehr gegeben: Einnahmen und Ausgaben des Bundes steigen stetig an

Suppression du droit de timbre?

De quoi s'agit-il?

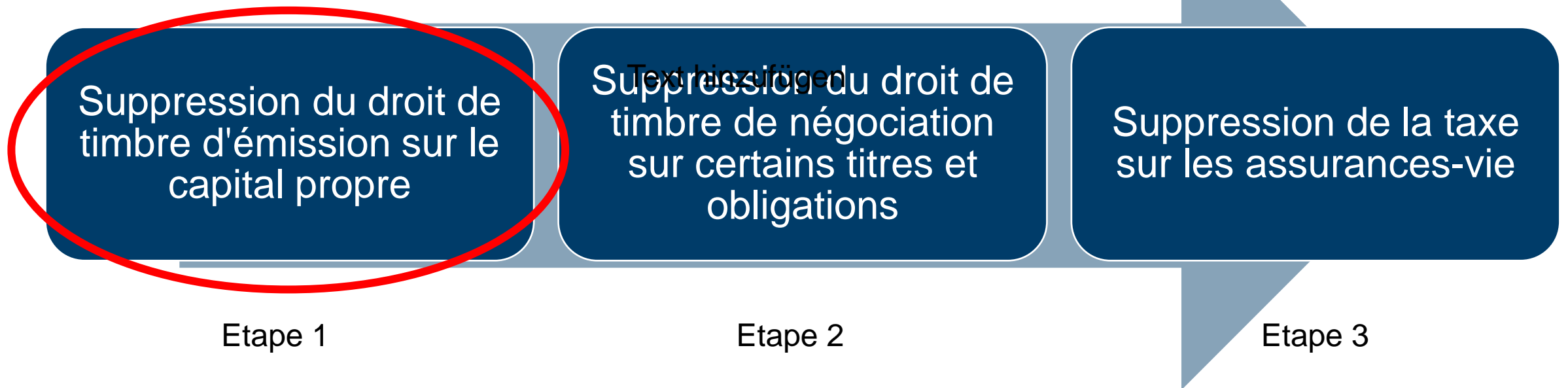
Sous l'impulsion d'une initiative parlementaire en 2009, le Parlement a pour objectif de supprimer les droits de timbre **en trois étapes**:



Suppression du droit de timbre ?

De quoi s'agit-il ?

Le référendum a été lancé contre la première étape. Elle contient la taxe sur l'émission de droits de participation suisses. **En février, le vote portera donc uniquement sur la première étape de l'ensemble du projet.**



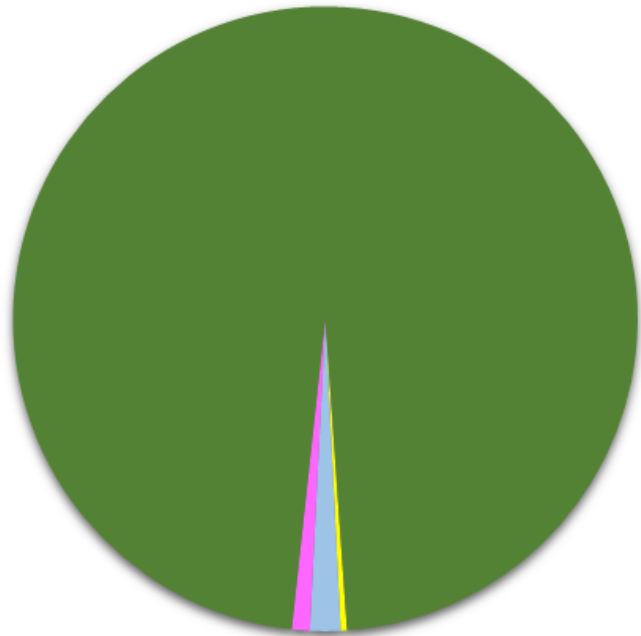
Le droit de timbre d'émission

Statu quo

- Il s'élève à **1%** du montant que la société de capitaux ou la coopérative reçoit en contrepartie des droits de participation émis, mais au moins à 1% de la valeur nominale.
- La Confédération encaisse **environ 250 millions de recettes fiscales** par an grâce au droit de timbre. Les cantons et les communes ne profitent pas directement de cet impôt.
- Lors de la création ou de l'augmentation du capital d'une société, une **franchise de 1 million** de francs s'applique généralement aux droits de participation émis à titre onéreux.
- Le droit d'émission est perçu sur :
 - l'émission d'actions suisses d'une SA
 - l'émission des parts sociales d'une Sàrl suisse
 - l'émission des parts sociales de sociétés coopératives suisses
 - Bons de jouissance et de participation de sociétés, de coopératives et d'entreprises de droit public suisses

Recettes du droit de timbre d'émission

Recettes de la Confédération 2021
(CHF 76.1 mia., Estimation)

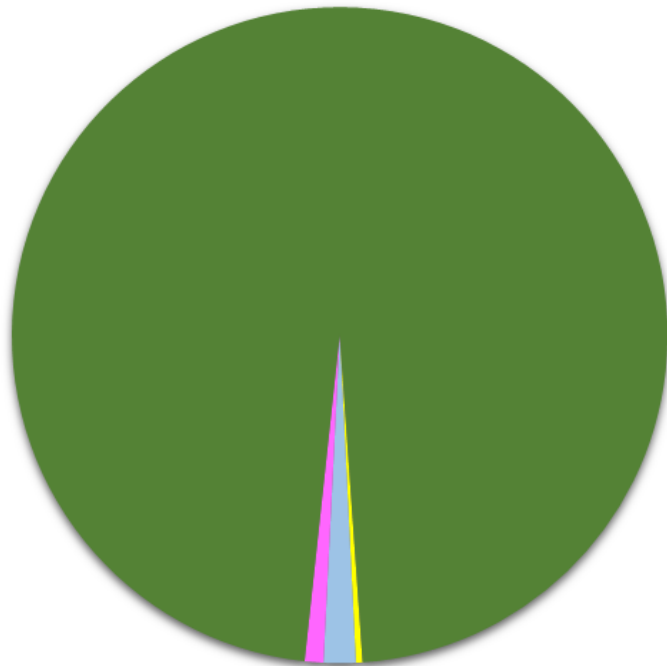


- Droit de timbre d'émission CHF 250 Mio.
- Droit de timbre sur le commerce d'actions CHF 1'200 Mio.
- Droit de timbre sur les primes d'assurance CHF 700 Mio.
- autres recettes CHF 73'950 Mio.

- 250 millions de francs de recette pour la Confédération
- 0,3% des recettes de la Confédération
- Les cantons et les communes ne sont pas concernés (pas de changement)

Einnahmen aus der Stempelsteuer

Einnahmen der Eidgenossenschaft 2021
(CHF 76.1 Mia., Schätzung)



■ Emissionsabgabe CHF 250 Mio.

■ Handelsabgabe CHF 1'200 Mio.

■ Versicherungsabgabe CHF 700 Mio.

■ übrige Einnahmen CHF 73'950 Mio.

- Einnahmen für den Bund von jährlich 250 Mio. Franken
- entspricht ca. 0,3% der gesamten Bundeseinnahmen
- Kantone und Gemeinden sind nicht betroffen (keine Änderung)

Partisans de l'abolition

Arguments

"L'abolition du droit de timbre aura un effet positif sur la place économique suisse".

- Ce sont surtout les **jeunes entreprises** qui émettent un grand nombre d'actions pour se procurer des capitaux et paient en conséquence un droit d'émission élevé. Ce sont justement les jeunes entreprises qui ne devraient pas être soumises à une charge supplémentaire.
 - La **concurrence internationale** en matière d'imposition des entreprises s'intensifie et pousse à une uniformisation internationale. La Suisse peut gagner en attractivité en supprimant le droit de timbre d'émission.
 - À **l'étranger**, les droits sur les émissions de titres sont souvent plus bas qu'en Suisse.
 - Éviter de charger les entreprises qui ont besoin de fonds propres en raison de la crise sanitaire. En effet, les entreprises qui prévoient des investissements importants ou qui traversent **une crise** ont souvent besoin de capitaux propres frais. C'est dans ce cas que le droit de timbre d'émission s'applique.
-
- Entreprises en difficulté paient aussi cet impôt pour se remettre à flot.
 - Turbulences de la pandémie appelle des renflouements des capitaux.
 - Sanction inutiles et contreproductive pour les PME.

Referendum Stempelsteuer

Abstimmungsempfehlung

| | | | |
|---------------------|---------|--------|---------------|
| ➤ Conseil fédéral | Oui | | |
| ➤ Conseil des Etats | 29 Oui | 14 Non | 1 Abstention |
| ➤ Conseil national | 120 Oui | 70 Non | 5 Abstentions |
| ➤ Le Centre | | | |
| Conseil des Etats | 11 Oui | 0 Non | 1 Abstention |
| Conseil national | 23 Oui | 3 Non | 5 Abstentions |

Opposants à l'abolition

Arguments

«Les mauvaises personnes en profitent au détriment de la caisse fédérale et de la classe moyenne»

La franchise d'un million de francs protège les PME du droit d'émission. Ce sont donc les grands groupes, déjà faiblement imposés, qui profiteraient d'une suppression.

La suppression des droits de timbre ferait perdre environ 250 millions de francs par an à la Confédération. Une charge plus élevée pour la classe moyenne ou des réductions de prestations de la Confédération en sont les conséquences.

La course au bas de l'échelle des impôts sur les sociétés, qui dure depuis des décennies, pousse les impôts sur le revenu à la hausse. Les sociétés qui s'installent profitent de la situation au détriment de la population active.

Les référendaires

Qui sont les adversaires?

- **Leaders du référendum:** alliance gauche-verts du PS, des Verts et des syndicats



Travail.Suisse

**Je vous remercie
de votre attention.**

Liberté. Solidarité.
Responsabilité.

